

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

REIMS, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié



sur

#### **VIVESCIA**

2 rue Clément Ader - BP 1017  
51685 REIMS

Références : SM1 D1i 2022 632

Code AIOT : 0005701528

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement VIVESCIA implanté Avenue Pasteur 51230 FERE CHAMPENOISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des moissons.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- Avenue Pasteur 51230 FERE CHAMPENOISE
- Code AIOT : 0005701528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le complexe céréalier de la société VIVESCIA situé sur un terrain d'une superficie d'environ 7 hectares, situé au Nord-Ouest de la commune de FERE CHAMPENOISE comporte quatre activités distinctes :

- le stockage de céréales,
- le stockage d'engrais liquides et solides,
- le stockage de produits phytosanitaires.

L'établissement est constitué :

- d'un silo vertical béton de 14 627 m<sup>3</sup> de capacité datant de 1981,
- d'un silo vertical métallique de 12 467 m<sup>3</sup> de capacité datant de 1960,
- d'un silo vertical métallique de 28 000 m<sup>3</sup> de capacité datant de 1991,
- d'un stockage d'engrais liquide de 1 280 m<sup>3</sup>.
- d'un stockage d'engrais solides d'une capacité globale de 1249 tonnes,
- d'un stockage de produits phytosanitaires.

L'établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n° 92.A.20.IC du 25 mai 1992. Les silos métalliques du site ont été rénovés en 2000 suite à la tempête de 1999. Le site dispose d'un embranchement ferré.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- propreté – empoussièrement
- Formation
- Consignes de sécurité et procédures d'exploitation
- Conditions d'ensilage
- Implantation et aménagement général – Eloignement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Prévention des incendies et des explosions	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté – empoussièrement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
2	Propreté – fréquence de nettoyage et registre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
3	Propreté – dispositif de nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
4	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
5	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
6	Conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
8	Implantation et aménagement général – Eloignement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 6	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour du contrôle, les locaux étaient empoussiérés. Une fuite de grain importante avait été constatée. Cela a été résorbé par l'exploitant depuis.

Des écarts moyens, pour la majorité déjà signalés, relatifs à la vérification des installations électriques ont été constatés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Propreté – empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
<b>Constats :</b> Un amas de grains a été constaté au 4ème niveau en tête d'élévateur. Ce niveau est empoussiéré. Le 3ème niveau (nettoyeur) est empoussiéré. Le 2ème niveau est très empoussiéré. Au 1er niveau a été constaté une fuite de grain importante. La galerie sous cellules est propre.  Le jour même, une intervention a permis de traiter la fuite de grains. L'exploitant a transmis en date du 22/07/2022 des photographies justifiant de l'état de propreté des locaux. Ce constat n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Propreté – fréquence de nettoyage et registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le dernier entretien avait été réalisé le 21/6/22. La collecte des moissons avait débutée le 18/06/2022.  Le registre a été complété et transmis. Ce point n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Propreté – dispositif de nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un aspirateur conforme utilisable en atmosphère explosible de poussières. L'utilisation du balai est encadré par la procédure de nettoyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> La cheffe de silo Mme Amélie FOY est en poste depuis 2019. Elle a suivi une formation à la sécurité en 2014 au permis de feu/plan de prévention le 15/01/2021. Les trois employés saisonniers ont suivi une formation dispensée par la société VIVESCIA et sont sensibilisés aux risques dans les silos (incendie, explosion). Ce point n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La société VIVESCIA met à disposition de ces employés, l'ensemble des procédures (incendie, points chauds, inertage, nettoyage) et une valise dédiée en cas de crise contenant des fiches réflexes. Ces procédures et documents sont maîtrisées par la cheffe de silo. La procédure de nettoyage PRO-03-0005 (version 7 du 22/10/2018) a été consultée. Elle n'appelle pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Conditions d'ensilage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Thermométrie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.  La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
<b>Constats :</b> La thermométrie a été présentée. Aucune valeur anormale n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prévention des incendies et des explosions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;</li><li>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60 529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.</li></ul> L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification des installations électriques et l'analyse du risque foudre (ARF) ont été transmis le 19/08/2022. S'agissant du risque foudre, l'ARF du 28/11/2011 a démontré que le silo était auto-protégé. S'agissant des installations électriques, le rapport de vérification a révélé : <ul style="list-style-type: none"><li>- un écart de niveau moyen correspondant à un défaut d'étanchéité d'une entrée de câble au niveau de la cellule C1 au 2ème niveau du silo.</li><li>- quatorze écarts moyens au titre du risque ATEX dont : 5 écarts déjà signalés concernant une absence de marquage du degré de protection IP, 3 écarts concernant l'absence de marquage de la température de surface adéquate, un écart déjà signalé concernant une température de surface du matériel ou équipement « ATEX » trop élevée en regard de la température d'inflammation du produit et 5 écarts déjà signalés concernant l'absence de marquage ATEX.</li></ul>
<b>Avis de l'inspection des installations classées :</b>  L'exploitant s'est engagé à traiter les écarts au plus tard en semaine 43, fin octobre 2022. Il est proposé à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à travers une lettre de suite. Deux mois seront donc proposés pour lever ces écarts.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : Implantation et aménagement général – Eloignement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eloignement des capacités de stockage et des tours de manutention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les nouvelles installations, la délivrance de l'autorisation d'exploiter est subordonnée à l'éloignement des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux visés à l'article 1er du présent arrêté) et des tours de manutention : - par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux. - par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et à 25 m pour silos verticaux.
<b>Constats :</b> Le silo est autorisé depuis 1992. Les silos métalliques ont été rénovés en 2000. Le silo métallique le plus proche des habitations est distant de 120 m. Le silo béton et sa tour de manutention sont situés à 180 m de l'habitation la plus proche. L'embranchement ferré de la ligne Vitry-le-François/Sommesous/Fère-Champenoise est dédié au Fret.  Les prescriptions relatives aux distances d'éloignement par rapport aux tiers ne s'appliquent pas à ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet